

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté Egalité Fraternité

COMMUNE : MANDUEL
CANTON : MARGUERITTES
DEPARTEMENT : GARD

ARRÊTÉ DU MAIRE
N°081/2024

Objet : Autorisation d'installation d'un stand « trampoline », d'un manège enfantin « carrousel », d'une boîte à rire « showbot », et un « tagada enfantin » sur le cours Jean Jaurès et place Saint Genest 30129- Manduel, entre le jeudi 25 avril 2024 et le dimanche 28 avril 2024 à l'occasion des printanières 2024.

Le Maire de Manduel

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu le Code de commerce ;

Vu le Code de la consommation et notamment son article L.221-1 ;

Vu le Code général de la propriété des personnes publiques ;

Vu le Code de la santé publique ;

Vu le Code de l'environnement ;

Vu le Code de la route ;

Vu le Code pénal ;

Vu l'Ordonnance du 1er décembre 1986 relative à la liberté des prix et à la concurrence ;

Vu la Loi n°2008-136 du 13 février 2008 relative à la sécurité des manèges, machines et installations pour fêtes foraines ou parc d'attraction ;

Vu l'Arrêté Ministériel du 12 mars 2009 relatif aux modalités d'agrément des organismes de contrôle technique des manèges, machines et installations pour fêtes foraines ou parcs d'attraction (matériels itinérants) ;

Vu l'Arrêté préfectoral n°2008-193-7 du 11 juillet 2008 portant règlementation sur les bruits de voisinage ;

Vu la Délibération n°24-016 portant révision des redevances d'occupation temporaire du domaine public;

Considérant la volonté de la commune de conforter son attractivité, de répondre à un besoin de divertissement et d'animer son centre-ville à l'occasion des « printanières 2024 » ;

Considérant la demande émanant de l'entreprise **ALAIN BONNAVE**, 25 H rue d'Alger l'Habitarelle 30110 Les Salles du Gardon, pour l'installation d'un stand « trampoline », d'un manège enfantin « carrousel » d'une boîte à rire type « sowbot » et d'un « tagada enfantin ».

Considérant l'acceptation de la Ville de Manduel d'installer un stand « trampoline », un manège enfantin « carrousel », une boîte à rire type « showbot » sur le cours Jean-Jaurès et un « tagada enfantin » sur la place Saint Genest ;

Considérant la nécessité de règlementer les dispositions nécessaires à l'implantation de cette structure sur le domaine public ;

Considérant le caractère commercial de cette activité.

Arrête

Article 1 : Une autorisation d'occupation du domaine public est donnée à l'entreprise **ALAIN BONNAVE**, immatriculée au registre du commerce et des sociétés sous le n° 422 737 163 R.C.S. Nîmes, pour :

- un « trampoline », un manège enfantin « carrousel », une « boîte à rire » type « showbot » sur le cours Jean-Jaurès, du jeudi 25 avril 2024 au dimanche 28 avril 2024 ;
- un « tagada enfantin » sur la place Saint Genest, du jeudi 25 avril 2024 au dimanche 28 avril 2024.

Le montage se fera à compter du jeudi 25 avril à 19h00.

Le démontage se fera le dimanche 28 avril à 20h00.

Article 2 : L'autorisation est délivrée pour l'installation :

- D'un métier type : « trampoline » d'une dimension de 8m x 8m soit une surface de 64m² ;

- D'un métier type : « manège enfantin », d'une dimension de 8m x 8m soit une surface de 64m²;
- D'un métier type : boîte à rire « chowbot » d'une dimension de 9m x 3m soit une surface de 27m²;
- D'un métier type « tagada enfantin » d'une dimension de 6m x 7m soit une surface de 42 m²;

Toute prorogation ou renouvellement ne pourra intervenir qu'à partir d'une nouvelle autorisation, où il sera loisible à la commune d'apporter les modifications qu'elle souhaitera.

Article 3 : Seul les stands trampoline, manège enfantin, « chowbot » et « tacada enfantin » sont autorisés à stationner sur le domaine public. Le stationnement pour les camions, véhicules de tourisme, caravanes et remorques est formellement interdit sauf ordre contraire de l'autorité municipale.

Les autorisations délivrées sur le domaine public revêtent un caractère personnel, précaire et révocable. Elles ne sont cessibles ni à titre gratuit, ni à titre onéreux et elles ne peuvent être cédées à un tiers ou à un membre de sa famille.

Article 4 : En contrepartie de l'occupation du domaine public communal, l'autorisation fait l'objet d'une redevance, conformément aux tarifs fixés annuellement par le Conseil Municipal (délibération n°24-016 portant révision des redevances d'occupation temporaire du domaine public).

Le montant de la redevance est calculé en fonction de la surface occupée et du type de stand exploité.

Pour le stand trampoline : 0,30€ X 64m² X 3 jours = 57,60€

Pour le stand « manège enfantin »: 0,30€X 64m² X 3 jours = 57,60€

Pour le stand boîte à rire « chowbot » : 0,30€X 27m² X 3 jours = 24,30€

Pour le stand « tagada enfantin »: 0,30€X 42m² X 3 jours = 37,80€

Le montant total de la redevance pour la période d'occupation du jeudi 25 avril 2024 au dimanche 28 avril 2024, pour les quatre stands, s'élève à 177,30€.

Le permissionnaire acquitte cette redevance en une seule fois soit par paiement direct aux régisseur ou mandataire de la commune durant la fête soit sur avis de Monsieur le Trésorier Principal de Nîmes Municipal et ce, dans un délai de 30 jours à compter de la réception de l'avis des sommes à payer.

L'autorité municipale se réserve le droit de suspendre ou de ne pas renouveler l'autorisation d'occupation du domaine public pour non-respect du présent arrêté ou des conditions prévues par l'autorisation individuelle. Ne seront renouvelées que les autorisations pour lesquelles les droits d'occupation du domaine public dus au titre des exercices antérieurs ont été acquittés à la date du 31 décembre de l'année en cours et dès lors qu'aucune procédure n'est engagée pour infraction au présent arrêté et aux règles qu'il vise.

Article 5 : Le bénéficiaire du présent arrêté est autorisé à utiliser des appareils amplifiés dans le respect des animations prévues par la commune et du voisinage.

En cas d'excès et s'il est constaté que les activités génèrent un bruit à caractère agressif, la présente autorisation sera immédiatement retirée.

L'organisateur devra lui-même s'acquitter de la redevance auprès de la Société des Auteurs, Compositeurs et Editeurs de Musique (SACEM).

Article 6 : Les infractions au présent arrêté seront constatées et poursuivies conformément à la réglementation en vigueur, sans préjudice des mesures de police administrative complémentaires qui pourraient être prises à l'encontre des contrevenants.

Les infractions aux dispositions du présent arrêté seront sanctionnées par des peines d'amendes telles que prévues aux articles R.1337-6 et R.1337-9 du code de la santé publique : contravention de 5ème classe, confiscation de la chose ayant servi à commettre l'infraction, suspension d'activité.

Article 7 : Les forains sont tenus de maintenir leur emplacement propre en permanence. Dans tous les cas, les déchets devront être rassemblés afin de faciliter le nettoyement. Ils sont tenus de prendre et d'observer en permanence toutes mesures de prudence et de sécurité propres à éviter tout danger et accident.

L'exploitant devra protéger le site en positionnant des cales en bois entre son métier et le sol. Les métiers en appui sur le sol devront posséder une bâche de protection du sol efficace et esthétique pour éviter la détérioration du sol par des salissures dues à l'activité commerciale ou à des tâches d'huile de moteur.

Le non-respect de ces dispositions engage la responsabilité pénale et administrative de l'exploitant.

Article 8 : Il est formellement interdit d'enfoncer pieux, mâts ou tout autre objet de nature à endommager le site occupé, de couper les branches d'arbres et d'utiliser les arbres ou le mobilier urbain comme support.

Article 9 : L'implantation des métiers est établie par le Régisseur municipal et sous le contrôle de la Police Municipale. Ils sont chargés en ce qui les concerne de faire respecter les règles en vigueur.

Le Régisseur municipal fera constater par les autorités habilitées, toutes anomalies, inobservations et les fautes au présent règlement par l'intermédiaire d'un rapport circonstancié notamment. Nul ne pourra s'installer en dehors de la partie délimitée par le plan d'occupation.

Les attributions de place tiennent compte, dans la mesure du possible, de la nature et de la qualité des attractions. Chaque forain est autorisé à occuper un emplacement, par Arrêté municipal.

Nul ne pourra occuper d'autre place que celle qui lui aura été attribuée, ni exercer d'autre(s) métier(s) que celui (ceux) pour le(s)quel(s) il sera autorisé.

Article 10 : Préalablement à son admission, tout forain devra fournir à l'administration municipale les pièces suivantes en cours de validité :

- attestation d'un organisme de contrôle de sécurité pour la vérification des métiers
- attestation d'assurance à responsabilité civile et professionnelle
- carte de commerçant ou carte d'identité
- inscription au registre du commerce
- police d'assurance incendie et accident aux tiers avec justification de la dernière quittance à jour
- attestation de bon montage

Tout métier devra être muni d'un extincteur en parfait état de marche (vérifié dans l'année en cours) et immédiatement accessible.

En fonction de l'application de la loi du 13 février 2008 relative à la sécurité des manèges, les exploitants sont tenus d'afficher le nom de l'organisme de contrôle technique et la date de la dernière visite de contrôle de l'équipement.

La commune et/ou toute autorité habilitée se réservent le droit d'interdire l'ouverture au public des métiers qui ne respecteront pas les dispositions législatives et réglementaires durant la manifestation.

Il est rappelé qu'il appartient à chaque exposant d'être en règle vis-à-vis des dispositions du code du travail en ce qui concerne l'emploi de personnels dans le cadre de leur activité commerciale durant la manifestation.

Article 11 : La Ville de Manduel dégage entièrement sa responsabilité quant aux accidents pouvant résulter de l'existence des installations et de l'exercice des activités des forains.

Article 12 : Chaque forain devra se conformer en tous points au présent arrêté. Toute infraction entraînera le retrait automatique des autorisations, sans préjudice suivant le cas, de poursuites légales.

Article 13 : Les infractions au présent arrêté seront constatées par procès-verbal et transmises aux juridictions compétentes. Le présent arrêté sera affiché en Mairie et peut être déféré devant le tribunal administratif de Nîmes dans un délai de deux mois à compter de sa transmission.

Article 14 : Monsieur le Directeur général des services et Madame la cheffe de service de la police municipale, sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié au pétitionnaire, et dont ampliation est transmise à Monsieur le Préfet du Gard et Monsieur le Commandant de la brigade de gendarmerie de Marguerittes.

Publié-le : **03 AVR. 2024**

Fait à Manduel, le 28 mars 2024

Le Maire,
Jean-Jacques GRANAT



Notifié le :